



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

EUROSYSTEME

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

3 mai 2018

L'intégration financière de la zone euro s'est améliorée en 2017

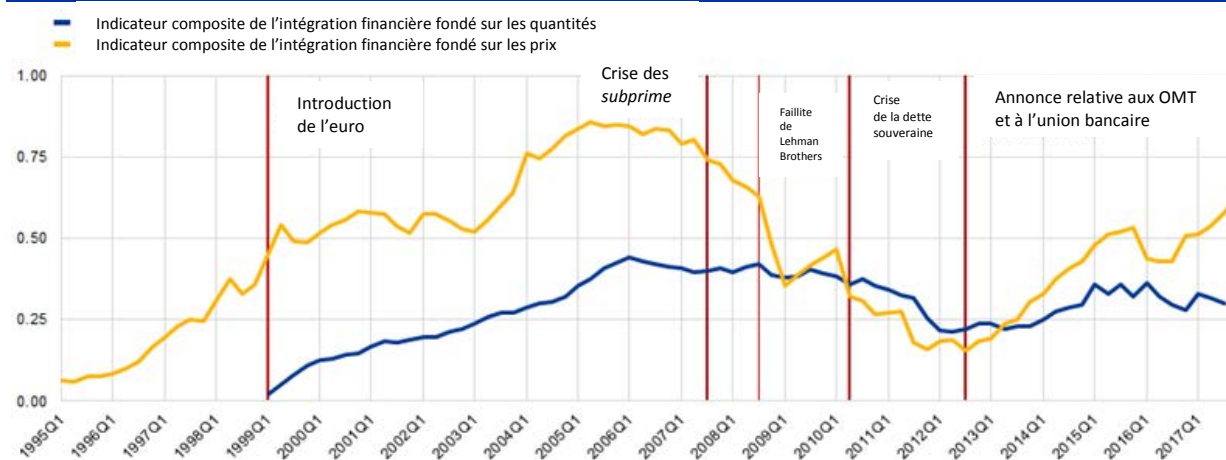
- Le processus d'intégration a connu une forte reprise s'agissant des prix mais pas des quantités.
- L'intégration financière de la zone euro est plus résiliente aux chocs négatifs.
- La poursuite du développement des marchés boursiers vise à promouvoir l'innovation, la croissance et le partage des risques en Europe.

Le rapport annuel de la Banque centrale européenne (BCE) sur l'intégration financière en Europe indique une reprise de l'intégration financière de la zone euro l'année dernière. Ce rapport a été rendu public aujourd'hui à Francfort, au cours d'une conférence commune avec la Commission européenne. Après la volatilité qui avait caractérisé l'année 2016, la reprise de l'intégration financière a été prononcée pour ce qui concerne les prix mais pas pour les quantités (cf. graphique). Le processus d'intégration fondé sur les prix résulte en particulier de la convergence vers des niveaux analogues, d'un pays à l'autre, des rendements des actions et, dans une mesure légèrement moindre, des rendements obligataires. Le raffermissement et la généralisation de l'expansion économique dans la zone euro qui, dans l'ensemble, a été relativement uniforme, sont pour l'essentiel à l'origine de ce processus lié aux marchés de capitaux.

Banque centrale européenne Direction générale Communication
Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

Graphique : Indicateurs composites de l'intégration financière fondés sur les prix et sur les quantités

Sources : BCE et calculs de la BCE

Notes : L'indicateur composite fondé sur les prix regroupe dix indicateurs qui couvrent la période comprise entre le premier trimestre 1995 et le quatrième trimestre 2017, et l'indicateur composite fondé sur les quantités regroupe cinq indicateurs disponibles pour la période allant du premier trimestre 1999 au troisième trimestre 2017. Les indicateurs sont compris entre zéro (fragmentation totale) et un (intégration totale). Une hausse des indicateurs signale une plus grande intégration financière.

La persistance d'une activité transfrontière relativement faible sur le marché interbancaire de la zone euro et le fait que les portefeuilles d'actions ou d'obligations transfrontières n'ont pas affiché de tendance particulière à la hausse ou à la baisse au cours de la période de déclaration sont les raisons qui expliquent l'absence de reprise, pour le moment, de l'intégration financière fondée sur les quantités. En revanche, les fonds d'investissement tendent à jouer un rôle favorable pour l'intégration financière fondée sur les quantités, beaucoup de leurs portefeuilles étant assez diversifiés sur le plan géographique, ce qui leur permet d'aider d'autres investisseurs à répartir leurs portefeuilles d'actifs sur plusieurs pays.

Dans l'ensemble, au fil du temps, l'intégration financière de la zone euro est devenue plus résiliente aux chocs négatifs. C'est ce que reflètent les hausses sur le moyen terme des investissements en actions étrangères par rapport aux investissements en titres de créance étrangers au sein de la zone euro, ainsi que des investissements directs étrangers par rapport aux investissements de portefeuille en actions. De même, la proportion de l'activité de prêt de détail transfrontière par rapport à celle de prêt interbancaire a progressivement augmenté sur une période plus longue, à la seule exception de l'évolution des portefeuilles transfrontières de titres de créance à court terme, qui ont récemment augmenté par rapport aux portefeuilles de titres de créance à long terme.

Comme il existe encore une marge de progression vers l'intégration financière et que l'ampleur du partage transfrontière des risques financiers du secteur privé demeure relativement faible, l'achèvement de l'union bancaire en Europe et la réalisation de nouveaux progrès vers une union des marchés de capitaux devraient demeurer des priorités.

Banque centrale européenne Direction générale Communication

Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

Comme l'a déclaré le vice-président de la BCE, Vítor Constâncio : « C'est un énorme gâchis que d'avoir franchi l'étape décisive de l'adoption d'une monnaie unique et de continuer à renoncer aux bénéfices que l'on pourrait tirer de la création d'une véritable union bancaire et des marchés de capitaux. Je suis convaincu que les pays de la zone euro devraient aller de l'avant sur la voie d'une coopération renforcée afin de parvenir plus rapidement à une union des marchés de capitaux ».

Les récents progrès en matière de réduction des risques doivent s'accompagner de mesures en faveur du partage des risques grâce à un filet de sécurité budgétaire commun pour le Fonds de résolution unique et l'introduction d'un système européen de garantie des dépôts.

La poursuite de l'amélioration et de l'harmonisation des cadres d'insolvabilité peut encourager de manière significative le fonctionnement de l'union bancaire comme celui de l'union des marchés de capitaux. En outre, selon de nouvelles études menées par la BCE et d'autres institutions et exposées dans le rapport, les initiatives destinées à poursuivre le développement des marchés boursiers en Europe visent à promouvoir l'innovation, la croissance et le partage transfrontière des risques. De nouvelles initiatives pourraient s'avérer nécessaires afin de stimuler le financement de l'économie réelle par le biais des marchés boursiers publics et privés, qui jouent un rôle particulièrement important dans la croissance des industries innovantes, pour le partage du risque financier du secteur privé et pour la résilience de l'intégration financière.

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à Uta Harnischfeger
au : +49 69 1344 6321.**